

[Texte]

think, a combination of external threat economically and also internal unrest.

So I would say we should not be so rhetorical that Canada is going to be the great saviour, not at all. But I do think—and I go back to your point about Diefenbaker and Canada's leadership in this matter—the people are quite willing and happy to see Canada take the lead again.

Mr. Stackhouse: No doubt on that score the government will be supported. But frequently, for good reason, governments move slowly. A succession of Canadian governments since 1960 have moved slowly. So we must not demand all at once that this government be abrupt in its departure from the policies of previous governments over a quarter of a century.

But let us continue to think together here. I take from your response to my original question that there are two important elements. One is that we act as far as possible in concert with other countries, that the cancellation of diplomatic relations will be effective only if we are joined by other democracies. This point, more or less, has been made by another person who appeared before us, so I come back to it. To get that kind of action may take a long time, governments being what they are.

Mr. Beer: It is interesting that the present government has stated that as a possibility, and so we will see. Again, I say that if Canada did do that there might well be others that join.

Mr. Stackhouse: Okay. The second point you made was the necessity for continuing and even increasing instability within South Africa, and you mention the departure of an increasing number of persons from the country. Trying to apply that positively, would you advocate that Canada modify its immigration policy to encourage more South Africans to move here, offering Canada as a place to which persons in South Africa, dissatisfied with their plight there, could expect to find a homeland? I am thinking of all the white people as well as others who may want to give up on a situation they are not happy with and for which they see no future and who are looking for another place to go to.

Mr. Beer: I think Canada has been a refuge for many people from many lands. This is another case where Canada can receive refugees from a place like South Africa. It does not necessarily have to be whites, either. I think it would be interesting for Canada to recognize the fact that there is now a significant number of South African white draft resisters and that we could well look at that as an area where we could assist.

I think that is more of a minor area. We do not see, as we did in Rhodesia, or Zimbabwe, that the solution to the problem was that there be a mass migration. There are many, many whites in South Africa who are staying, who are going to try to make a new land there. So on the one point, I do think

[Traduction]

souffrent, dirais-je, d'une combinaison de pressions économiques venant de l'extérieur et des troubles internes.

Ne soyons donc pas si portés sur la rhétorique, ne disons pas que c'est le Canada qui va être leur grand sauveur, pas du tout. Mais je n'en pense pas moins—et j'en reviens à ce que vous disiez de Diefenbaker et du rôle de chef de file du Canada—que les gens sont tout à fait disposés, et il en sont heureux d'ailleurs, à voir le Canada assumer encore une fois un rôle de chef de file.

M. Stackhouse: Il est manifeste à cet égard que le gouvernement va être suivi. Mais il arrive souvent, pour d'excellentes raisons, que les gouvernements n'agissent qu'avec lenteur. Depuis 1960, les gouvernements canadiens successifs ont procédé ainsi. Nous ne devons donc pas exiger subitement que ce gouvernement-ci fasse tout d'un coup fi des politiques suivies par ses prédécesseurs depuis un quart de siècle.

Mais poursuivons notre raisonnement collectif. Je conclus, d'après la réponse que vous donnez à ma première question, qu'il y a en l'occurrence deux éléments importants. En premier lieu, nous devons autant que faire se peut agir de concert avec les autres pays, la rupture des relations diplomatiques ne sera efficace que si d'autres régimes démocratiques nous emboîtent le pas. Voilà un argument qui a été déjà avancé grosso modo par un autre témoin, et j'y reviens donc. Les gouvernements étant ce qu'ils sont, pour qu'une initiative comme celle-là se concrétise, il faut attendre un certain temps.

M. Beer: Il est intéressant de voir le gouvernement actuel en faire une possibilité et nous verrons bien ce qu'il adviendra. Mais je le répète, si le Canada agissait ainsi, d'autres pays pourraient fort bien lui emboîter le pas.

M. Stackhouse: D'accord. Le second élément que vous avez mentionné est le fait qu'il faut alimenter, voire intensifier l'instabilité en Afrique du Sud, et vous avez parlé à ce sujet de l'exode croissant sud-africain. Pour tirer parti d'une façon positive de ce phénomène, préconiserez-vous au Canada de modifier sa politique en matière d'immigration afin d'encourager davantage les Sud-Africains à s'implanter chez nous, en leur offrant le Canada comme une terre d'accueil possible pour ces Sud-Africains mécontents de leur sort? Je pense à tous les Blancs mais également à tous ceux qui voudront peut-être abandonner une situation dont ils ne sont pas contents, un pays où ils ne voient aucun avenir pour eux et qui cherchent donc une autre terre d'accueil.

M. Beer: Je pense que le Canada a toujours été un asile pour bien des gens venant d'un peu partout. Mais de là à en faire une terre d'accueil pour les réfugiés sud-africains, c'est tout autre chose. Effectivement, il ne doit pas nécessairement s'agir des Blancs. Il est intéressant, je crois, que le Canada admette qu'il y a d'ores et déjà un nombre important de Sud-Africains blancs insoumis et que nous pourrions également envisager d'intervenir dans ce secteur.

Mais je dirais que c'est un domaine mineur. À l'inverse de la Rhodésie ou du Zimbabwe, nous ne pensons pas que la solution au problème soit un exode massif. Il y a en Afrique du Sud énormément de Blancs qui ne bougent pas, qui vont rester et qui vont tenter d'y créer quelque chose de nouveau. D'une part